

Scènes de la vie quotidienne en Grèce

mercredi 10 octobre 2012, par [GRIGORIOU Panagiotis](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2012).

Sommaire

- [« Mr. Schäuble will we sign a](#)
- [Noms d'oiseaux](#)
- [Nouvelle... Nouvelle-Orléans](#)

« Mr. Schäuble will we sign a memorandum for our weelchairs ? »

Le... « mémorandum rend libre », et au rythme où vont les choses, nous finirons vraiment par l'admettre. Déjà, depuis un moment, on se laisse dire que la bancocratie serait aussi l'affaire juteuse d'un si bon plat... partagé entre initiateurs-initiées en excluant tous les... autres. Il est évident que dès que l'on saisit l'essence subjective de notre nouveau régime, ses initiateurs sont vite désignés : « créanciers », traders, ou politiciens de l'Europe « d'en haut », comme Mr. Schäuble par exemple.

Sans oublier, et nous ne les oublierons sans doute plus jamais, ces gens bien d'ici et (encore) de maintenant, autrement-dit, appartenant à notre si nombreuse « caste des intouchables » entre Athènes et l'archipel égéen. Sans les nommer, les politiciens issus des rangs du PASOK, ainsi que leurs autres frères... « Siciliens » de la Nouvelle Démocratie, plus certains patrons et entrepreneurs de la saison pluvieuse... de la dernière pluie de subventions de l'U.E., par exemple, et des corruptions diverses et variées à n'en plus finir ! Car historiquement, nous peinons à franchir ce dernier (et terriblement court) demi-siècle grec. Nous voilà donc... aux temps des haricots ou plutôt à leur fin. Nul besoin d'être un grand épistémologue averti et expérimenté pour reconnaître cette... énorme imposture attribuée au destin. Plus précisément, nous avons perdu le destin de notre vie.

Nous remercierons à ce propos et dans l'ordre, l'École de Chicago, ses épigones à Bruxelles, ainsi que la moitié du corps électoral (grec) depuis juin dernier. Tous remerciés pour avoir réussi cette... prouesse méta-historique : nous faire revivre Weimar et le gouvernement de Vichy en une seule et unique séquence. Car, si l'histoire doit se répéter sous forme de farce, parions qu'il « n'est plus temps de se lamenter, et agissons », comme on entend dire ici ou là. Facile à exprimer mais plus compliqué à réaliser.

Au lendemain de la manifestation du 26 septembre, on dirait que la capitale avait rapidement retrouvé son habituelle « normalité » : les vendeurs de pacotille à un euro pièce, les mendiants, les cafés du centre fréquentés, plus les imperturbables emplettes des... chanceux. Les médias et autres violons sur le pont du navire, s'accordent pour nous enfoncer déjà la tête sous l'eau : « *Vous n'étiez pas vraiment si nombreux hier à la manif les gars* » et sur ce, le gouvernement s'est vite empressé, marquant une fois de plus l'épiderme du temps et certainement la nôtre, d'annoncer ses nouvelles mesures le soir même de la manifestation.

C'est ainsi que jeudi soir (27/09), la grande nouvelle grecque ne pouvait être que celle-ci : « *les trois partis du gouvernement s'accordent sur des mesures de rigueur* ». C'est ce que suggère *Le Monde*, qui révèle que « *[l]es trois dirigeants s'étaient déjà réunis plusieurs fois depuis début septembre pour tenter de finaliser cet accord sur des mesures controversées qui prévoient de nouvelles coupes* ».

dans les salaires, les retraites et les aides sociales. Le temps presse pour boucler ce plan, car le gouvernement doit présenter lundi son avant-projet de budget pour 2013, incluant une partie des mesures, et l'objectif est d'avoir fait voter les nouvelles mesures au Parlement avant le sommet européen du 18 octobre. »

Et la moins grande nouvelle du jour, toujours selon le... grand journal : « *[c'est qu'au] lendemain de manifestations monstre et d'une grève générale en Grèce, des associations de défense des handicapés sont à leur tour descendues dans les rues pour protester contre les coupes budgétaires prévues par le gouvernement et qui devraient directement les toucher, alors qu'ils reçoivent en moyenne 640 euros par mois. »*

Sauf que les coupes budgétaires déjà effectuées par les gouvernements du mémorandum, touchent depuis 2010 les handicapés directement et indirectement. Sauf que le reportage du *Monde* ne rapporte rien de l'essentiel de cette... énième matinée athénienne, à savoir l'émotion.

Effectivement, nous étions assez nombreux à les suivre, à les soutenir et à les admirer. Les passants s'arrêtèrent au passage du cortège, à l'exception notable de certains lecteurs du journal des sports. À chacun son match et les pénaltys pour tous, tel est aussi l'état d'une société défaite par deux mémorandum à zéro. Néanmoins, et je retiens surtout cela, ces moments furent beaux et grands, souriants mais graves, aussi, car il n'était pas un seul instant question de compassion, mais seulement de dignité et de lutte : « *Nous ne voulons pas mourir, nous ne nous laisserons pas mourir, notre vie a toujours été une lutte, tout est lutte et d'abord la dignité.... Après le carnage déjà perpétué sur nos pensions (sic) et nos retraites, suite au coût des médicaments devenu insupportable, je dois survivre avec 340 euros par mois. Je suis enchaîné voyez-vous, mais je reste debout et je marche. Ces gens sont des assassins, la dictature loge dans le Parlement en face, et nous, gens handicapés, nous considérons Schäuble comme un Colonel de ce régime, honte... ».*

Ils étaient tous là, occupant toute la rue du Stade entre Omonoia et Synagma (Place de la Constitution). Handicapés moteurs, malvoyants, malentendants, gens souffrant de pathologies rares ou chroniques, et dialysés, arrivés devant le Parlement d'une démocratie en dialyse. Et pour l'anecdote, mardi dernier, les employés d'une entreprise sous-traitante de la Régie d'Électricité, techniciens certainement « de spécialité » comme on nous apprend à dire, ont coupé le courant à la clinique de « Saronikos » (sur l'île d'Égine), pendant que les patients étaient encore sous dialyse. Heureusement que les groupes électrogènes de la clinique ont aussitôt pris le relais. Car l'établissement, privé du remboursement des soins depuis plusieurs mois par les Caisses de Sécurité Sociale, n'a pas pu à son tour, honorer ses factures électricité.

Ces Caisses, dont une bonne partie des avoirs, ont été « tondus » sur ordre de la Banque de Grèce, c'est à dire raflés par les « marchés », à l'occasion rêvée de la « restructuration financière » - le fameux PSI au printemps 2012- sur certains portefeuilles de la dette grecque. C'est peut-être la raison pour laquelle au passage de la manifestation, les portes de la Banque de Grèce se sont vite fermées, laissant certains clients dehors et stupéfaits. « Veuillez patientez un peu s'il vous plaît, la Banque rouvrira les portes de ses agences dans une petite heure Madame ».

Le reportage du *Monde*, n'a pas non plus montré notre chien (vraisemblablement) Loukanikos, réapparu place Syntagma au moment où le haut du cortège se positionna devant le barrage policier, ce grand et omniprésent protecteur de notre Parlement depuis 2010. Il n'a pas non plus informé ses lecteurs jusqu'au bout, car peu après midi, les policiers ont chargé à coups de matraques des groupes de manifestants. Et ce matin (28/09), même sur la chaîne de télévision publique NET, les journalistes n'ont exprimé que de l'écœurement.

Quoi dire d'autre, si ce n'est que nous nous déshumanisons ne sachant plus que souhaiter à

Mr. Schäuble pour son anniversaire. Il l'a fêté récemment à Berlin bien entouré paraît-il, selon *Der Spiegel*, aux côtés d'Angela Merkel et de Christine Lagarde, sauf qu'aucune nouvelle n'a filtré de cette réunion sur notre sort... donc tout va bien ! Notre presse a également rapporté cet événement heureux sous forme d'un fait divers, c'est son droit diraient certains, ou peut-être bien son devoir. Mais chez d'autres, sa perception change et bien radicalement : c'est vrai que parmi nos handicapés-manifestants, il y a en a qui ont souhaité « la pendaison »... disons symbolique du ministre fédéral des Finances. C'est triste, mais il faut dire que dans notre contexte, on s'éloigne facilement et imprudemment de toute... Critique de la faculté de juger.

Ce vendredi au marché, les dialogues du jour et de la saison n'ont pas cessé : « *Nous nous débrouillons mal, notre retraite ne suffit plus, les enfants sont au chômage, il n'y a plus une seule famille sans « chômeur maison » (...) ah oui, je connais aussi le cas d'un casseur agissant de manifestation(s) qui vient d'être accepté au sein la Police, donc voyez-vous, ce sont les mêmes (...)* Les haricots blancs sont à 3,60 et les pêches de montagne à 1,5, vers 14h les prix baisseront, j'y reviendrai ».

Temps des haricots, petites et grandes catastrophes, joies et espoirs. Une petite voiture a pris feu sur la rocade hier, tout comme la cuisine chez les gens d'en face aujourd'hui. Aussitôt, les pompiers sont arrivés sur place et tous les voisins... étaient de la fête, « *tout de même, Kyriakos, le pays tourne et tournera dans l'urgence, je ne cesse de te le répéter depuis les élections de juin (...)* Madame, vous avez laissé votre friture sans surveillance, même sans trop de dégâts, l'État, c'est à dire nous, porterons plainte contre vous, c'est automatique. Au train où vont les choses, vous serez convoquée devant un juge dans cinq ans... n'ayez pas peur, l'essentiel est déjà fait ». Au rythme où vont les choses... c'est évident. L'essentiel ?

Panagiotis Grigoriou, vendredi 28 septembre 2012

Noms d'oiseaux...

Dans ce pays, jour après jour, nous nous éloignons (aussi) du silence. Ce silence dont le poète Elytis n'a cessé d'affirmer la nécessité : « *ce n'est pas uniquement un phénomène acoustique, car par-dessus tout, le silence instaure de la distance* ». Elytis n'était (et n'est) pas le seul à stigmatiser, à combattre, ou à fuir, cette lente mais inexorable destitution du silence fondateur. Pas plus tard qu'hier à Athènes, un ami de la Grèce et de longue date, se plaignait du bruit dans les îles : « *comme si, ses habitants, ses commerçants ou les vacanciers (restants) seraient devenus complètement impénétrables par l'harmonie des lieux, et ceci, en l'espace de seulement trente ans* ». Sans doute, une conséquence à la fois issue de l'acculturation véhiculée par la mondialisation (c'est à dire du marché, plus libre que jamais), et aussi, de ses « paraphrases culturelles » endogènes, autrement-dit, le lifestyle du royaume du déchet, dont le bruit, ce pylône, alors promu en... pilonnage, caractéristique des tranchées de notre modernité. Inutile de rappeler que sous le régime de la Troïka, le bruit devient aussi une arme de destruction massive. Car son usage, savamment combiné à celui de la peur propagée par les bancocrates, ainsi qu'à la déperdition de nos repères liés au temps (et intrinsèquement connectés à nos repères revendicatifs), tout cela, peut (aussi) expliquer la passivité relative des Grecs, évidemment sans « l'excuser ».

Il fait chaud cet après midi, 35°C vers 15h, ainsi, nos plages se remplissent de nouveau, de gens de tout âge, c'est aussi une conséquence du chômage. C'est sur une plage, d'ailleurs accessible en

tramway, qu'une chinoise ayant épousé un grec, estima que la moitié de ses compatriotes installés en Grèce depuis plus de dix ans, ont déjà quitté notre pays, plutôt pour s'installer ailleurs en Europe, que pour revenir en Chine. Sauf que la future grande histoire du dernier bruit de la Grèce, retiendra ce lundi 1^{er} octobre, comme étant celui du retour des Troïkans à Athènes : *« ces connards (sic) d'employés à la solde des usuriers internationaux (...) et de la psychopathe de Berlin, agissant à la manière d'un nouveau Hitler (sic), ce que l'ancien chancelier Helmut Schmidt a tenté de le lui expliquer paraît-il récemment, certes avec plus de diplomatie »*, selon le « commentaire-réquisitoire » du journaliste Giorgos Trangas ce matin sur Real-FM. Le ton du moment me semble-t-il est déjà donné pathétique dès « l'inauguration » de ce 29^e mois sous le mémorandum... oui, c'est mal parti, et nous avec.

Le pays se décompose en mille et une Babylonies des âmes dans un vacarme assourdissant. Plus personne ne contrôle grand-chose, hormis les Troïkans et les escrocs du grand capitalisme local, qui contrôlent certaines ministères. Des mesures pour tous et des scandales encore pour eux et contre nous, comme cet escroc d'envergure, Karouzos, ami ayant une parenté spirituelle avec le Président du Parlement (Vangelis Meimarakis), voilà condamné depuis onze mois à de la prison ferme mais « paradoxalement » encore libre. Le mandat d'arrêt vient d'être émis mardi dernier (28/09), sauf que Karouzos demeure introuvable. Meimarakis doit être assez « naïf » en tout cas, pour ne prêter aucune attention aux activités mafieuses de son ami, car (selon les reportages) cet ancien patron de boîtes de nuit, devenu par la suite multi-entrepreneur dans l'immobilier, et dont « l'ouverture » auprès des banques excède les 350 millions d'euros, s'est toujours présenté devant les guichets comme étant le compadre de Vangelis et l'ami des politiques (Real-FM, 01/10).

Du bruit, encore du bruit. L'implication de Meimarakis dans cette affaire n'est pas prouvée, néanmoins certains... oiseaux du poulailler des journalistes, chantent tout bas que Voulgarakis, l'autre politicien présumé impliqué dans ce scandale aurait davantage profité des... parrains et des amis. Ce dernier, ancien ministre de l'Intérieur, déjà mêlé au scandale Siemens ainsi qu'à celui du Monastère Athonite de Vatopédi, s'est retiré de la vie politique pour entamer une carrière d'universitaire cette année à Chypre, sauf que le Recteur de l'Établissement chypriote, vient (dans l'urgence) de déprogrammer les conférences de l'ancien ministre. Tout le monde ne s'appelle pas Giorgos Papandréou pour se voir offrir un strapontin d'or à Harvard, (officiellement) acheté par la famille Angelopoulos. Et on apprendra concernant les Angelopoulos (et certains autres... amis des Papandréou et de la Suisse) :

« qu'à part Johnny Hallyday et l'armateur grec Peter Livanos, qui ont fait bloquer leurs données fiscales « seulement » à partir de 2010 (...), la quasi totalité des personnes soumises au forfait fiscal font systématiquement bloquer leurs données. Ainsi par exemple les ressortissants grecs suivants, alors que leur pays est au bord du gouffre : Monsieur Theodoros Angelopoulos et famille, armateur et magnat de l'acier, Madame Gianna Angelopoulos-Daskalaki, ancienne politicienne, Monsieur Spiros Latsis et famille, banques, raffineries de pétrole, marine et aviation, participations, immobilier. C'est un scandale ! Ce faisant, ils rendent impossible toute transparence au sujet de leur situation financière. De plus, ils cachent dans la boîte noire de « l'impôt forfaitaire » le secret de leur menue contribution à la Suisse, pays dont ils jouissent si volontiers de la bonne infrastructure. Leur comportement est tout simplement contraire à la démocratie et inacceptable. Ce faisant, ils escroquent non seulement leur pays d'origine, mais privent aussi la Suisse et, en ce qui concerne les personnes susmentionnées, également le canton de Berne et la commune de Saanen, d'une contribution fiscale équitable : nous parlons ici certainement de millions, probablement de milliards de francs. La commune de Saanen fait état pour 2011 de rentrées fiscales sur le revenu de CHF 18,6 millions et de 9,6 millions sur la fortune. Quels seraient ces chiffres si les personnes au bénéfice de l'impôt forfaitaire étaient taxées comme les contribuables suisses ? » (Rapport de Margret Kiener Nellen, conseillère nationale PS /BE).

Nous espérons que nos amis Helvètes (c'est à dire le peuple) trouveront leur solution, et nous... notre problème. Hier dimanche, le grand journal de la propagande ambiante To Vima, faisait sa « Une » sur le prétendu putsch qui n'aurait pas abouti en octobre 2011, sans aucune preuve tangible, mais dans un contexte où certes, *« les militaires étaient en ébullition »*. Telle fut également la version des faits dont s'accordèrent apparemment, Giorgos Papandréou et par exemple, l'homme politique de nationalité allemande, principalement implanté politiquement et médiatiquement en France, à savoir Daniel Cohn-Bendit. Je crois (et je ne suis pas un « oiseau isolé... ni de mauvaise augure »), qu'une fois de plus, To Vima, veut nous effaroucher pour nous pousser à admettre combien notre « Démocratie » serait en danger, alors qu'elle se trouve déjà abolie depuis longtemps, officiellement en tout cas depuis 2010. Yannis Pretenderis, « nôtre » plume distinguée chez les oiseaux du royaume médiatique Lambrakis (Ta Nea, To Vima, Mega-TV), n'a pas hésité un seul instant à nous prévenir : *« Vaut mieux réduire la santé (sic), les salaires et les retraites, plutôt que la démocratie, non ? »* (a-t-il déclaré récemment, lors d'une émission de télévision, cité par Giorgos Trangas sur Real-FM - 01/10).

On admettra par la même occasion qu'au nouveau pays des bijoux à vendre et du bois de chauffage à acheter qu'est le nôtre, les électeurs du centre ne devraient pas trop se reporter sur SYRIZA, qui d'ailleurs se... centraliserait à son tour... avant l'heure, au point où on se demande déjà (y compris en son sein), (et) dans quelle mesure, il deviendra... ou pas, un bon, ou sinon, un mauvais Pasok ! Aliki, militante (et même cadre) au sein d'un courant SYRIZA politiquement situé très à gauche est en colère : *« Tsipras a présenté à Salonique un programme sensiblement différent de celui de juin dernier. On se droitise, puis on caresse les Euro-maîtres dans le sens du poil. « L'Économie basée sur la solidarité des citoyens » ne veut absolument rien dire, [car] soit on brise le système d'en haut et d'en bas, soit on rentre chacun chez soi pour ainsi ruminer la crise... Et il n'y avait aucune urgence pour que Tsipras aille voir Martin Schulz, le président du Parlement européen. »*

Mais a contrario, le journal Avgi (SYRIZA) daté du 30/09, estime que *« le message d'Alexis Tsipras devient enfin audible en Europe (...) et que Martin Schulz, lui a réservé un accueil digne d'un rang de Premier ministre »*, soyons donc rassurés.... et confiants, l'avenir viendra ! Et du côté de la presse, pendant que nous y sommes, nous avons distingué la photo du chef Pasokien Venizélos, choisie par le journal Le Monde dans sa version électronique la semaine dernière. Elle en dit plus et surtout autre chose que l'article du journal, au point de se demander dans quelle mesure, les concepteurs de la page n'ont pas opéré ce choix volontairement. Le hasard a aussi fait, que pratiquement au même moment, j'ai découvert une caricature de Venizélos visitant l'exposition *« Dessins issus de la crise »*, à l'École de dessin de Spyros Ornerakis. Ses étudiants et jeunes dessinateurs présentaient leurs travaux, invariablement d'actualité. Lors du vernissage, on pouvait simplement grignoter et... grignoter par la même occasion l'avenir. Que faire, où produire et comment vivre dignement de son art ? Rester ou sinon quitter le pays à la fin du cycle. Cycle d'études bien entendu, pas de la crise.

Car nos jeunes partent. Leur mot d'ordre : fuir. D'abord un pays occupé et inexistant, mais aussi un pays dont la mafia c'est l'État, plus les (autres institutions). Avec une certaine amertume, Aristidis Baltas dans son éditorial (Avgi 30/09), estime *« qu'au-delà de l'horreur, [et] à part cette prise de conscience nous faisant admettre que notre monde est soumis à ces forces invisibles qui déterminent de fait nos destinées, le livre [Gomorra : Dans l'empire de la Camorra de Roberto Saviano] pose implicitement une question qui nous concerne aussi directement : Pourquoi la Camorra ou la Mafia n'existent pas en Grèce ? Pourquoi on n'entend parler que « du milieu » ou « des parrains de la Nuit », anonymement et sans trop de précisions ? (...) »*

La réponse serait plus claire si l'on considère un paramètre, mis en exergue par le livre de Saviano. En Italie voisine, à travers toutes les batailles que l'État mène contre la Camorra ou la Mafia, d'ailleurs non sans pertes, il s'oblige à une certaine auto-épuration. Et de toute façon, il fait la

guerre contre la Mafia par certaines de ses institutions et services spécifiques, sans oublier les tirs à balles réelles, gagnant parfois ici ou là de batailles importantes. Plusieurs « parrains » se trouvent d'ailleurs déjà derrière les verrous des prisons italiennes.

Risquant un certain excès, je dirais que cette lutte n'est pas menée en Grèce, non pas parce que nous ne connaissons pas de Camorra ou de système mafieux... comme si la Grèce était un endroit idyllique. Non, bien au contraire : l'équivalent de cette organisation anonyme a noyauté dans le silence, l'État et ses institutions.

Exagération ? Peut-être. Mais peut-être que non. Pensons à ce que nous savons de l'histoire et essayons d'admettre, au moins en tant qu'hypothèse de travail, le lien entre le passé et ce qui se déroule sous les feux des projecteurs en ce moment. Nous savons que pendant la guerre civile et jusqu'à la dictature des Colonels, un certain « État profond » a presque ouvertement confisqué la gouvernance du pays. On sait aussi, que comme la dictature fut considérée comme relevant « de l'infraction instantanée », l'épuration n'a été en somme que trop partielle. À partir de là, on peut raisonnablement supposer que finalement, après la restauration de la démocratie, cet « État profond » n'a pas disparu pour autant comme par magie, mais qu'il a « intégré la nouvelle situation ». Donc, d'après ce que nous avons pu constater, nous pouvons raisonnablement déduire que tous les gouvernements d'après-dictature ont fini par réinventer un *modus vivendi* avec lui, car s'y opposer, affronter ces structures bien établies, comporterait un « coût politique » apparemment insupportable. En contrepartie, ces structures si bien établies garantissaient aux politiciens l'affiliation de leurs réseaux clientélistes, non sans en profiter évidemment.

Ces éléments, nous conduisent à supposer que les divers « scandales » ou « affaires » seraient de fait en interconnexion. L'affaire Siemens, le scandale de Vatopedi, celui des écoutes téléphoniques, celui manuels universitaires, les obligations... structurellement truquées et ces autres délits d'initiées à la Bourse d'Athènes. Ajoutons que les journalistes n'ont pas toujours tout vu : les commandes d'armement, l'affaire des « juges initiés », le « circuit des usuriers escrocs Thessalonique », la contrebande des carburants et la contrebande tout court, les « irrégularités » financières dans les municipalités et dans les préfectures, les « entremetteurs », « intermédiaires » et les autres maîtres-chanteurs dissimulés ou apparents, les condamnés à de lourdes peines qui s'échappent de prison comme de chez eux, les matchs de football truqués et ce dopage, inextricablement impliqué dans le sport tout comme l'argent mafieux, la corruption chez les prisonniers, chez les gardiens et chez les agents, au sein de la police et jusqu'aux juges, mêlant contrôleurs et contrôlés, journalistes et membres des partis, des députés et des ministres. Et tout cela alors que la Constitution quant à elle, assure la presque impunité, car l'immunité des parlementaires est levée au compte-gouttes et en réalité presque jamais, lorsqu'il s'agit de ce type d'affaires (...)

Et il ne s'agit pas, comme on dit parfois d'un quelconque « dysfonctionnement ». Car le capitalisme grec est un capitalisme largement nourri par l'État. On y rencontre notamment, tous ces « Entrepreneurs nationaux et sous-traitants de toute sorte, propriétaires de médias, banquiers, gérants de fonds de pension et d'entreprises appartenant à l'État, ou d'entreprises privées dont l'unique client est l'État. Il s'agit d'une interminable collecte de fonds publics sans règles ni limites, distribuant ainsi des avantages dus de manière asymétrique (et) à travers des liens correspondants à des structures caractéristiques de l'État profond. Ce système relationnel qui pourrait bien ne pas être soumis à un centre qui le guiderait d'en haut, mais qui néanmoins, agit comme s'il lui était soumis. L'harmonie même parfaite qui caractérise la production du discours public à travers les médias électroniques et traditionnels, semble toujours obéir à un « ordre du jour », comme s'il est délivré par un organisme compétent, d'un « grand » pouvoir exécutif. Alors, en quoi ce fonctionnement serait-il distinct de celui de la Camorra, ou de la Mafia ?

Laissons donc cette question ouverte. Quoi qu'il en soit, tout laisse penser qu'un éventuel gouvernement de gauche aura devant lui une tâche très lourde à accomplir (...) »

Conférence de la Ligue grecque pour la protection des oiseaux (LGPO)

Telle est une certaine vision de notre gauche. Elle n'a pas forcément valeur de « vérité absolue », mais elle ne serait pas foncièrement mensongère non plus. J'y ajouterais « simplement », que la jonction entre le « système de rapacité interne » et cette « autre » rapacité de la bancocratie mondialisante, aurait engendré ce « cas d'école », à savoir « l'expérimentation grecque » sous le mémorandum.

Et c'est ainsi que nos jeunes partent. Comme nos oiseaux d'ailleurs. Chassés une fois de plus et de trop de leurs dernières réserves naturelles que sont ces îlots inhabités de la mer Égée, car mis en vente (et en exploitation potentielle), au profit des « créanciers ». Un désastre dans le désastre, et d'abord destructeur de silence, selon les travaux de la Ligue grecque pour la protection des oiseaux (LGPO), communiqués lors d'une conférence sur le sujet, organisée vendredi dernier (28/09). De cette conférence, tout comme des autres noms d'oiseaux il sera aussi question dans un prochain billet de ce blog. Besoin d'un peu de silence aussi....

Panagiotis Grigoriou, lundi 1 octobre 2012

Nouvelle... Nouvelle-Orléans

Eric Hobsbawm n'est plus de ce monde depuis avant-hier (01/10). Il s'est éteint, emportant avec lui son inoubliable « court 20^e siècle » qui est aussi le nôtre. À la lecture de la presse athénienne mardi matin, j'ai remarqué que même les journaux mainstream, ont consacré un mot juste à la disparition de ce grand historien britannique. Le court XX^e siècle n'est plus certes, mais pour ce qui est de l'âge des extrêmes, décidément, nous y sommes toujours. Par pure coïncidence, ce mardi fut également la journée où les Troïkans se sont fait huer par des manifestants devant le ministère de l'Économie.

Les médias nous informent par la même occasion du clash « soudain » survenu ce matin, entre Samaras et la Troïka, la bonne blague. Nikitas Kaklamanis, député et ancien ministre appartenant à Nouvelle Démocratie, déclara (mardi) vers 15h à la radio « *que Antonis Samaras ne devrait plus recevoir les membres de la Troïka, car ces derniers ne sont que des exécutants, ses interlocuteurs à lui, disons de son rang, sont plutôt les chefs de gouvernement. C'est une erreur qui a été commise dès le départ par le gouvernement (...) et d'ailleurs, je ne suis pas certain de mon soutien lors du prochain vote au Parlement. Je vais dire que ce nouveau train de mesures et de rigueur va trop loin, sur le prolongement du temps de travail par exemple. Il serait grand temps que le gouvernement recherche une solution politique au problème. Pour ce faire, il va falloir interpellier d'une façon ou d'une autre, les chefs politiques des autres pays* » (Real-FM, cité de mémoire).

Dramatisant davantage, le journaliste a résumé en une seule phrase les dernières exigences des Troïkans : « porter la durée du travail hebdomadaire de cinq à six jours dans le secteur privé sans augmentation des salaires, suppression des indemnités liées aux licenciements, suppression de toutes les allocations sociales restantes et licenciement immédiat de 15.000 agents de la fonction publique ». Rien que tout cela et voilà que les alchimies habituelles des ministres n'impressionnent plus tellement les technocrates (administrateurs coloniaux), venus tout droit de l'Empire du non-sens planétaire des usuriers internationaux. Sauf que ce non-sens tue. On compte ainsi 1.400

nouveaux chômeurs chaque jour, et on nous annonce que le taux de chômage officiel, « prévu » et toujours statistiquement « corrigé » pour 2013 dépassera 33%.

Eric Hobsbawm aurait peut-être établi un parallèle rappelant la Guerre de 14-18. On sait à ce propos que du déclenchement et jusqu'au dernier jour de la Grande guerre, les pertes de l'armée française par exemple, s'élevèrent (en moyenne) à plus de mille morts par jour. Et en ce moment, si en plus on considère en Grèce, cette récession cumulée (24% !) depuis le début de la crise, on réalise alors (non sans peine), que quoi qu'on dise, notre nouveau régime c'est d'abord la guerre. Ce matin (03/10), des enfants issus de familles nombreuses ont été symboliquement « déposés » par leurs parents au bureau du Préfet de région à Drama, au nord de la Grèce. *« Débrouillez-vous, car suite à la suppression des allocations et suite au nouveau calcul de l'impôt faisant du nombre d'enfants un signe de richesse potentielle et de ce fait imposable indépendamment des revenus réels, nous vous confions nos enfants... »* (reportage Real-FM). Et bientôt... les pupilles de la nation ?

Une guerre étrange, et parfois éclectique est en cours, car toutes les catégories sociales ne sont pas touchées de la même manière (ce qui contribue à la désunion dans la lutte et dans la résistance). Il s'agit également d'une guerre camouflée en produit marketing, dont l'emballage... c'est encore nous dans un sens. Après la dématérialisation des échanges « grâce » à la finance, voilà une guerre faite par (et contre) « l'emballage », plutôt que par du contenu. Autrement-dit, nous sommes vidés : *« C'est... magnifique, nous avons été vaincus par le vide »*, s'est exclamé un vieil homme hier mardi, à la sortie de la station du métro Sepolia, tandis que sur le trottoir d'en face, un autre homme plongeait presque dans les poubelles à la recherche de nourriture dans l'indifférence totale. Et de cette guerre, les premières victimes ont été les employés du secteur privé, ainsi que les petits et moyens entrepreneurs. En deux ans de memorandum, plus de 850.000 travailleurs et employés du privé, se sont ajoutés aux chômeurs de... l'avant guerre, presque un tiers des entreprises du pays ont ainsi fait faillite.

Précisons que ces 850.000... nouvelles âmes chômeuses, représentent en taille statistique l'équivalent du nombre des fonctionnaires du pays. Je crois que par analogie, et en France par exemple, le secteur privé aurait pareillement supprimé pratiquement 5 millions d'emplois et ceci en moins de deux ans. Car finalement, c'est encore le travail qui est au centre du problème, c'est à dire de la solution. Sans travail, les « démocraties » occidentales n'ont plus de raison d'être, et c'est (aussi) pour cette raison qu'elle n'existent plus de fait. Chez nous donc, pays occupé et en même temps, laboratoire de l'austérité, les masques tombent et avec elles, nos derniers attachements au régime prétendument démocratique. C'est triste. Et ceci, plus uniquement que chez les sinistres paraphrasés de l'histoire que sont les Aubedoriens de la rue adjacente... et de l'avenue du nazisme.

À gauche aussi, certains ne sont plus tellement prêts à soutenir l'insoutenable à n'importe quel prix. Aiki, cadre SYRIZA (au sein d'un courant minoritaire), irait même plus loin : *« Alexis Tsipras se trompe en pensant qu'un beau jour, nous gouvernerons pour restaurer la démocratie bourgeoise enfin purifiée et fonctionnelle, qui plus est, socialement acceptable, c'est à dire débarrassée du chômage. Cette démocratie, déjà assassinée par les tenants du pouvoir économique et en même temps politique, de même que par l'Union Européenne devenu un instrument géopolitique et économique aux mains de l'Allemagne, cette démocratie donc, n'est plus la première des préoccupations du corps social. Les gens le savent par expérience, c'est du vécu car le gens veulent tout simplement travailler et manger. »*

De ce fait, (ils) ne bougeront même pas leur petit doigt contre une dictature interne, qui se déclarerait hostile à la dictature actuelle des « créanciers » et des mafias locales. Notre camarade Alexis donc, au lieu de fréquenter les eurocrates à l'heure du thé, à Berlin ou à Bruxelles, ferait mieux de déterminer combien et comment une certaine unité populaire, forces armées comprise serait possible, pour peut-être gouverner d'une main de fer. C'est la seule manière disons

d'opposition efficace, à la composante la plus rapace du capitalisme local, ainsi qu'à celui des autres occupants venus de l'extérieur. Pour briser le bunker mémorandum, il va falloir sortir de l'Union Européenne. Le pays a des atouts, et après tout, on peut regarder aussi et simultanément ailleurs, vers la Russie et les États-Unis par exemple. Est-ce possible ? Ou sinon, que nous disions enfin clairement à nos électeurs : « les gars, c'est impossible, nous jetons l'éponge. Débrouillez-vous ». Mais nous ne ferons rien, sauf lutter par (et contre) nos propres erreurs... dans ce sable mouvant... »

Notre gauche réfléchit ou alors se perd dans ses pensées, c'est selon ! Entre-temps, les gens râlent, se disputent sur les trottoirs et dans les rues, et n'ont qu'un seul mot à la bouche, comme cette femme, une passante anonyme : « *Nous ne faisons que payer, sans cesse sans aucun espoir en contre partie. Mes enfants partent en Angleterre. Ici, nous sommes déjà morts ma chère...* ». Boutiques fermées, appartements à vendre ou à louer par dizaines de milliers et réunions de quartier contre l'austérité, tel est notre univers. « Solidarité mes amis, aidez vos prochains si vous le pouvez, mais ne nous leurrans pas : ce n'est pas par la solidarité que nous nous en sortirons », tel fut le mot d'ordre du journaliste Trangas ce matin (03/10) à la radio Real-FM.

L'ex-Grèce et sa nouvelle économie au bois de chauffage, hypothéquée une fois de trop par ces usuriers acheteurs d'or, dont les comptoirs se trouvent désormais sur chaque coin de rue.

Mais la nouveauté, c'est aussi que la peur gagne aussi l'autre camp. Il n'y a qu'à observer le regard des Troïkans depuis ce début d'automne, lors de leurs déplacements. Ils sont pourtant bien gardés ces gens... Tout comme les chefs politiques, c'est à dire les Quisling locaux qui de plus en plus souvent, circulent en voiture blindée. Nul n'est capable de dire à partir de quel tournant de notre histoire immédiate, la... nécessité du chaos organisé, cédera la place au plaisir de la chasse à l'homme, tel que nous percevons déjà dans les représentations et certains actes isolés ou « entourés ». C'est aussi pour cette raison, que nous ne trouvons plus dans un régime démocratique... Hier, au nord de la Grèce, les habitants de Paranesti (une bourgade), le Conseil municipal dans son ensemble, ainsi que les Aubedorien du coin, se sont révoltés, s'opposant à l'établissement dans de leur commune, d'un centre de détention pour immigrés en situation irrégulière.

La police et les MAT (CRS) ont fait usage de leur chimie habituelle et la jacquerie s'est terminée dans un véritable corps à corps. Selon les reportages, il y a eu cinq arrestations, tandis que le chef adjoint de la police locale, fut transféré à l'hôpital, sérieusement blessé à la tête. En réponse aux lacrymogènes de la police, un habitant sortit même son fusil tirant en l'air en signe d'avertissement vis à vis des forces de l'ordre, avant d'être désarmé par un autre habitant. Les Troïkans ont sans doute raison d'avoir peur et ceci, serait peut-être à mettre en lien, également avec cette autre grande nouveauté : désormais, une certaine tranche de « notre » grande bourgeoisie est visée par la bancocratie (pas de la même manière que le peuple certes). À son niveau, ce n'est pas la survie qui serait en jeu, mais plutôt la capacité - c'est à dire l'accès - au pillage par exemple des matières premières et des « marchés sûrs » du pays, comme l'énergie ou les réseaux, même lorsqu'il s'agit de rentabilité à moyen ou à long terme.

D'après certains signes qui ne trompent plus, on commencerait à le murmurer tout doucement ces dernières semaines dans les beaux quartiers d'Athènes, et jusqu'aux oreilles même de Samaras : « ça va mal tourner ». Quelle époque ! La Grèce c'est aussi l'expérimentation de la « refonte » d'une société sur d'autres « bases », après une catastrophe, une sorte alors de nouvelle Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina et de l'ouragan des praticiens à la manière de Milton Friedman. Et pendant que les « créanciers » semblent désormais se bagarrer autour de notre dépouille, il semblerait que récemment, les contacts (à tout niveau) avec les États-Unis se multiplient.

Il y aurait donc les États-Unis, l'Allemagne et entre eux rien d'autre, selon une doxa assez partagée

ces derniers temps à Athènes. Mais il y a aussi les peuples, leurs apories et leurs luttes dans l'adversité et le brouillard. Et d'abord celle pour la survie. Rue d'Alcyone, un homme posait hier des petits cartons sur les pare-brises des voitures garées : « *J'achète tout véhicule destiné à la casse* ». Il se parlait à lui-même... mais par un authentique délire politique : « *Les Allemands nous mettent à la casse, mais que font-ils les Américains ?* »

Je n'ai pas eu le temps de suivre jusqu'à la fin, l'interview de Nikitas Kaklamanis (député et ancien ministre Nouvelle Démocratie), car le poissonnier du coin était sur le point de fermer. À part les nouvelles du jour, c'est tout de même le moment où certains poissons deviennent enfin abordables. Effectivement, j'ai acheté six poissons pour quatre euros, c'est la crise disons et enfin son juste prix. C'était aussi le moment où la patronne de la poissonnerie exposait à son interlocuteur... la mesure de ses propres limites dans... l'effort nécessaire au redressement de notre pays : « *Je sais que ton neveu est au chômage, je vais donc l'embaucher à partir de Samedi prochain. Il sera en période d'essai, je sais qu'il faut aider les jeunes, c'est en plus un Grec. [Les employés de cette poissonnerie centrale, sont Grecs, Albanais, Pakistanais et Arabes] Ah... oui monsieur, cette dorade [Pagrus] est superbe, je vous la laisse pour 300 euros, c'est 450 euros normalement. Avant la crise on n'en voyait pas tellement la... couleur... je veux dire de ces poissons, car les restaurateurs les achetaient directement auprès des pêcheurs, bien avant nous. Un si joli morceau en plus... Mais depuis un an, les restaurants en achètent beaucoup moins....* ».

Les autres clients de ce dernier moment ont regardé l'acheteur fortuné comme quelqu'un venu d'un autre monde. « C'est un gros poisson ce type... eh ? » a murmuré un retraité. Notre société, ses poissons petits et gros, l'âge des extrêmes jusque chez le poissonnier... et ce XXI^e siècle, déjà trop long.

Panagiotis Grigoriou, mercredi 3 octobre 2012

P.-S.

* <http://greekcrisisnow.blogspot.fr/>

* Rappel : nous ne reproduisons pas les nombreuses photos...